

Jugement N°097/20/CJ1/SII/TCC

Du 02 Juillet 2020

Rôle Général

BJ/TCC/2019/366

Société MACELEC SARL
(*Me Romain K. DOSSOU*)

C/

- Société KAYSERIE METAL
CENTER SANAYI VE TIC A.S

- Société QUBIS-Belgique

- Société AGBS TRADING N.V.
(*Me Francis DAKO*)

- Société CODEPRIM
INTERNATIONAL
(*Me Chrystel-Alain BALOGOUN*)

- Société KORYO
INTERNATIONAL INDUSTRIAL
LIMITED

OBJET

Délai de grâce

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débat le 11 juin 2020 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé en premier
ressort à l'audience publique du 02 juillet 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société MACELEC SARL, au capital de 402.994.637
francs CFA, inscrite au RCCM sous le numéro RB COT/
07B-2036, dont le siège est sis à Togoudo Agonkanmè
(Abomey-Calavi), carré sans borne, 03 BP 2612

*Assistée de Maître Romain K. DOSSOU, Avocat au Barreau du
Bénin ;*

DEFENDERESSES :

**1- Société KAYSERIE METAL CENTER SANAYI
VE TIC A.S**, société de droit turque, ayant son siège à
ORGANIZE SANS BOL 12 CAD NO 55 KAYSERI,
tél : 0090 352 322 08 80-8, prise en la personne de son
représentant légal en exercice, domicilié ès-qualités au
siège de ladite société ;

2- Société QUBIS-Belgique, société de droit belge,
ayant son siège au 9090 MELLE RUITERSDREEF 7,
tél : 0032 9 335 66 24/ 00 32 498 56 02 95, prise en la

personne de son représentant légal en exercice, domicilié
ès-qualité au siège de ladite société ;

3- Société AGBS TRADING N.V., société de droit belge, ayant son siège à VESTINGSTRAAT3, 2018 ANTWERPEN, tél : 0032 3 221 62 42, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès-qualité au siège de ladite société ;

Assistée de Maître Francis DAKO, Avocat au Barreau du Bénin ;

4- Société CODEPRIM INTERNATIONAL, société de droit français, au capital de 250.000 euros, ayant son siège à 350 BUREAUX DE LA COLLINE, 92213 SAINT-CLOUD, tél : 01 41 12 29 40, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès-qualités au siège de ladite société ;

Assistée de Maître Christel-Alain BALOGOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;

5- Société KORYO INTERNATIONAL INDUSTRIAL LIMITED, société de droit chinois, ayant son siège à 8F TIANZHI INT'L BUILDING, QINGDAO F.T.Z., tél : 86-86760666, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès-qualités au siège de ladite société ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la société MACELEC SARL et la société CODEPRIM INTERNATIONAL en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 5 avril 2019, la société MACELEC SARL a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou les sociétés KAYSERIE METAL CENTER SANAYI VE TIC A.S, QUBIS-Belgique, AGBS TRADING N.V., CODEPRIM INTERNATIONAL et KORYO INTERNATIONAL INDUSTRIAL LIMITED, pour obtenir un délai de grâce de 12 mois assorti de l'exécution

provisoire sur minute en vue du règlement de sa dette envers celles-ci ;

Au soutien de son action, la société MACELEC SARL expose que les sociétés susnommées lui ont livré courant 2017 et 2018 diverses marchandises ;

Qu'elle n'a pu écouler lesdites marchandises du fait des réformes entreprises dans son secteur d'activités, de la morosité économique et de la concurrence déloyale ;

Qu'en raison de ces difficultés, elle n'a pu honorer ses engagements vis-à-vis des créancières suscitées ;

Qu'elle est de bonne foi et compte honorer ses engagements ;

La société CODEPRIM INTERNATIONAL SAS s'oppose au délai de grâce sollicité et développe que la société MACELEC SARL ne justifie pas les difficultés alléguées ;

Qu'elle ne prouve pas non plus le péril en la demeure qui fonde sa demande d'exécution provisoire ;

La société AGBS TRADING N.V., représentée, n'a pas produit des moyens de défense ;

Les sociétés KAYSERIE METAL CENTER SANAYI VE TIC A.S, QUBIS-Belgique et KORYO INTERNATIONAL INDUSTRIAL LIMITED n'ont pas comparu ;

1- SUR LE DELAI DE GRACE

Attendu que l'article 39 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose : *« Le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. Toutefois, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront d'abord sur le capital... »* ;

Que l'article 1244 du code civil prévoit : « *Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.*

Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état » ;

Attendu qu'il est constant au dossier que la Société MACELEC SARL n'a pas pu écouler sur le marché local, les livraisons qu'elle a reçues ;

Que cette situation justifie les difficultés dans le respect par celle-ci de ses engagements à l'égard des sociétés KAYSERIE METAL CENTER SANAYI VE TIC A.S, QUBIS-Belgique, AGBS TRADING N.V., CODEPRIM INTERNATIONAL et KORYO INTERNATIONAL INDUSTRIAL LIMITED ;

Attendu qu'il n'est pas établi que le délai de grâce accordé à la Société MACELEC SARL risque d'engendrer un préjudice aux sociétés suscitées ;

Que les conditions d'octroi d'un délai de grâce sont réunies ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit tout en le limitant à huit (08) mois ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire lorsqu'elle n'est pas de droit, peut être accordée en cas d'urgence ;

Que l'exécution sur minute ne peut être accordée que si le temps nécessaire à l'enregistrement de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que toute action en recouvrement de créance contre la Société MACELEC en l'état risque d'aggraver sa situation financière déjà fragile ;

Que le péril nécessaire à l'exécution provision est ainsi caractérisé ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale, et en premier ressort ;

- Accorde à la Société MACELEC SARL, un délai de grâce de huit (08) mois à compter du prononcé de la présente décision pour payer ses dettes à l'égard ses sociétés KAYSERIE METAL CENTER SANAYI VE TIC A.S, QUBIS-Belgique, AGBS TRADING N.V., CODEPRIM INTERNATIONAL et KORYO INTERNATIONAL INDUSTRIAL LIMITED ;
- Condamne celles-ci aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT